



## Edit'hebdo

Les espoirs d'une solution au conflit que les Etats Unis ont entamé avec l'Iran ont rapidement viré à la déception même si le fil du dialogue n'est pas rompu. Les marchés financiers ont encaissé le coup. Mais les conséquences de cet évènement ne sont pas identiques dans toutes les régions du monde. Les exportateurs de la région et les importateurs d'Asie sont en première ligne face à ces tensions.

## LES PAYS DU GOLFE INÉGAUX FACE AU CONFLIT

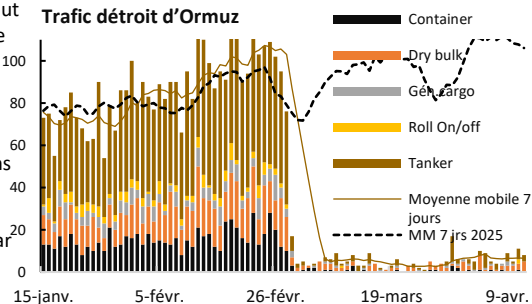
Si les Etats Unis et l'Iran cherchent une issue au conflit qui a entamé les perspectives de croissance dans le monde, les principaux pays de la région du Golfe Persique sont frontalement affectés par les attaques militaires et la fermeture du détroit d'Ormuz par lequel la plus grande partie de leur commerce transite. Ce dernier est quasiment à l'arrêt depuis le début des hostilités. Cette paralysie, qui s'accompagne d'attaques sur plusieurs zones de production ou de transit d'hydrocarbures par des voies terrestres auraient déjà engendré une perte de plus de 7 millions de b/j en mars. Même si les discussions aboutissent favorablement, le trafic ne reprendra que très progressivement, le retour à la normale s'étalant probablement sur plusieurs semaines.

Les hydrocarbures représentent une part importante de la création de valeur dans le PIB de ces pays, de 15% pour Bahreïn à 25% pour les EAU ou l'Arabie Saoudite, plus de 43% pour le Koweït et 58% pour l'Irak. C'est aussi une source de recettes d'exportations quasi exclusive pour nombre d'entre eux (Le Koweït, Bahreïn, Qatar, Iran) alimentant aussi les caisses de leurs Etats à hauteur de 80% des recettes pour ces pays, plus de 65% pour l'Arabie Saoudite ou 75% pour les EAU.

Les marchés financiers ont déjà différemment sanctionné les principaux états de la région face à ce risque. Ainsi, Bahreïn a été identifié parmi les places les plus risquées, sa prime de risque s'élevant de plus de 250 points depuis le début des hostilités, son marché d'actions décrochant de près de 10% au cours de la même période. Car, au-delà de son exposition économique et commerciale au conflit, ce petit Etat de la région est identifié comme un proche allié des Etats Unis qui y ont installé des bases militaires.

La diversification économique hors des hydrocarbures, menée par plusieurs de ces pays au cours des deux dernières décennies, est devenue dans ce conflit, l'objet des représailles de l'Iran. C'est le cas des Emirats et surtout de Dubaï, hub financier régional d'importance doublé d'un développement touristique solide. Ces deux activités de services sont à leur tour menacées dans un tel contexte. Une désertion des touristes et des institutions financières peut rapidement mettre en difficulté un modèle de développement reposant sur la sécurité des voyageurs et des opérations financières. L'industrie émergente dans la région est aussi exposée et visée par les frappes iraniennes. C'est ainsi le cas de la filière d'aluminium, 8% de la production mondiale, ou celle des plastiques confrontées aux perturbations énergétiques ainsi qu'aux attaques ciblées des unités de production. Le Sultanat d'Oman, moins exposé à tous ces domaines dans un tel contexte, semble plus protégé même si ses activités de tourisme pourraient à leur tour être affectées. Aucun des pays de la Région n'est à l'abri des conséquences économiques de ce conflit...certains d'entre eux le sont cependant plus que d'autres et pour plus longtemps.

Trafic détroit d'Ormuz



## LA CONJONCTURE



### USA

- **L'indice de confiance du Michigan** perd 6 points en mars à 47,6, l'un de plus bas niveau pour cet indice.
- **Les anticipations d'inflation** des ménages à 1 an ont encore augmenté de 100 pts de base à 4,8 en avril.
- **Revenus et dépenses** réelles des ménages s'essouffent, rognés par les pressions inflationnistes et des reverses d'épargne au plus bas, 4% de leur revenu disponible en mars.
- Les enquêtes ISM du **marché du travail** en territoire négatif dans l'industrie, 48,7 et les services 45,2. sont plus hésitantes et les créations dans l'industrie

### ZONE EURO

- **Rebond des prix en mars, +1,2% sur le mois** concentré à ce jour sur l'énergie (+8,9% en France sur le mois). L'inflation se situe à 2,5% en Z.E et 1,9% en France

### ALLEMAGNE

- **Pas de décollage de l'activité** : léger rebond des commandes industrielles de 0,9% sur fév. après un recul de 11,6% en janvier. Déception sur activité industrielle.

### CHINE

- **la forte hausse des importations** en mars, +27,8% sur le mois, contraste avec la timide hausse des exports +2,5% après 39,6% en fév.... à suivre.

	10/04/2026	03/04/2026	02/01/2026
\$/€	1,17	1,15	1,17
Brent \$	95,66	101,64	59,7
Bond 10 ans	4,31	4,31	4,19
OAT 10 ans	3,69	3,78	3,60
Or Once \$	4069,5	4067,5	4352,9

## LES MARCHÉS DE TAUX

La résilience des marchés tient encore à un scénario d'une crise de courte durée .....

	10/04/2026	Variation semaine	Depuis 02/01/2026
S&P 500	6730,0	3,2	-2,0
Nasdaq	22474,9	4,1	-3,6
Euro 50	5842,2	3,3	0,8
CAC 40	8169,5	3,3	0,2
Nikkei	55194,2	5,2	9,6
MSCI EM	94503,3	4,4	7,9

## LE MARCHÉ DES ACTIONS

Le curseur du pétrole oscille autour de 100 \$ le baril

## LES PAYS ÉMERGENTS D'ASIE VIVENT LEUR PREMIER CHOC PÉTROLIER

Depuis le début de l'affrontement dans le Golfe Persique, les modèles évaluent les conséquences de ce conflit sur l'activité dans de nombreux pays avancés. Sous réserve qu'il ne s'étende pas au-delà de quelques semaines, ce nouveau choc énergétique, bien que perturbateur, semble à ce stade absorbable.

En revanche, la question est plus complexe en ce qui concerne les pays émergents et plus particulièrement **ceux de la zone asiatique** qui, depuis une vingtaine d'années, sont devenus un hub industriel important. Ainsi, la Chine y concentre t'elle plus du tiers de la manufacture mondiale. D'autres, plus petits pays, ont, à leur tour renforcé cette stratégie. C'est le cas du Vietnam du Cambodge à une plus petite échelle. C'est aussi le cas de l'Inde qui aujourd'hui consomme 7 fois plus de pétrole qu'elle n'en produit. Ce ratio s'élève à 5,3 pour l'Asie dans son ensemble quand il se maintenait jusqu'au début des années 2000 à 3,5.

Cette zone, dont les réserves et la production ne représentent qu'une infime portion des ratios mondiaux, 2,5% des réserves prouvées en 2024 concentrées principalement sur la Chine, est devenue un acteur central de l'activité manufacturière mondiale, que ce soit dans la sidérurgie en Inde, dans le secteur automobile et de machines outils en Chine, des activités énergivores. Si, d'importants efforts sont menés en matière d'intensité énergétique et de décarbonation, ils sont encore très concentrés sur une transition du charbon vers le pétrole ou le gaz moins polluant.

La hausse des prix des hydrocarbures va, de ce fait, peser à la fois sur leurs soldes extérieurs et leurs équilibres budgétaires contribuant à une dégradation des déficits amplifiée par les soutiens nécessaires à l'activité. Depuis plusieurs années, quelques pays de la zone, Vietnam ou Thaïlande, avaient, au titre de cette dépendance, ouvert un fonds de réserve afin d'amortir ce type de chocs exogènes sur l'activité. D'autres, c'est le cas de la Chine, ont constitué d'importantes réserves stratégiques qui peuvent permettre d'atténuer les conséquences sur l'offre et les prix. La génération d'électricité à partir des énergies renouvelables s'est aussi intensifiée même si elle reste encore insuffisante pour absorber ce choc. En Chine seulement 4% de la production d'électricité est aujourd'hui issue des hydrocarbures, un niveau très inférieur à celui de l'ASEAN qui reste encore proche de 40 à 50% selon les pays. Plus simplement encore, dans certains d'entre eux, les conséquences de ces turbulences pourraient rapidement entamer le fragile rétablissement de leurs comptes extérieurs, les contraignant à recourir une fois de plus à des mesures restrictives et au soutien du FMI...C'est déjà le cas du Pakistan et du Sri Lanka.

## L'ÉVOLUTION DES CLASSES D'ACTIFS



Avril 2026

Document à caractère publicitaire non contractuel.

BRED Banque Populaire - Société anonyme coopérative de banque populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit, au capital social de 1 893 934 238,40 euros. Siège social : 18, quai de la Rapée 75604 PARIS Cedex 12 - 552091795 RCS Paris Ident. TVA FR 09 552 091 795 - Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 608.